

Bonjour,

Je vous prie de trouver ci-dessous le dossier de consultation de l'acheteur CC RHONE LEZ PROVENCE situé sur la commune de BOLLENE.

Article 1 : Objet de la consultation

La présente consultation concerne la fourniture de denrées alimentaires.

Type de Marché :

Marché de fournitures

Forme du Marché :

Les prestations feront l'objet d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 30 du Décret relatif aux marchés publics.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la consultation pour motifs d'intérêt général.

Les produits demandés :

- Produit n°1 Orange 340Kg (réponse le 16/04/2019 au plus tard) – Livraison le : 18/04/2019

Article 2 : Jugement des offres

Ce jugement sera exécuté dans les conditions prévues aux articles 62 et 63 du Décret relatif aux marchés publics.

Le Pouvoir Adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération conformément aux règles qui régissent cette formule de consultation.

Les critères retenus pour le jugement des candidatures seront les suivants :

- Prix (au marché) – 50%
- Qualité du produit (maturité) (maturité) – 25%
- Services proposés (condition de livraison) (7h00 9h00) – 25%

Pour répondre à ce marché, il vous est demandé de bien vouloir remplir le formulaire suivant :

Lien vers formulaire de réponse de la consultation

Elimination des candidatures :

- Toute offre remise hors délai sera éliminée.
- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés,

dûment remplis et signés.

Coordonnées de l'acheteur :

- CC RHONE LEZ PROVENCE
- DIDIER FRANZOSI
- 1260 AVENUE THEODORE AUBANEL
- 84500 BOLLENE
- Responsable des achats : DIDIER FRANZOSI
- Téléphone :
- Courriel : didier.franzosi@crlp.fr

Recours

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution des dispositions ci-dessus, les parties essaieront de régler à l'amiable des litiges pouvant s'élever entre elles.

Toutefois, dans l'hypothèse où un accord ne pourrait intervenir, il est fait attribution de juridiction au tribunal compétent :
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NIMES